

LIBRE OPINION : L'échec de l'Etat régalien selon le Général (2s) Vincent DESPORTES.

Posté le dimanche 27 décembre 2015



Dans *La dernière bataille de France*, paru chez Gallimard, le Général Desportes, professeur à Sciences-Po, dénonce l'aveuglement des politiques depuis plus de 20 ans face aux nouvelles menaces.

Q : François Hollande l'a dit et redit, la France est en guerre. C'est une guerre sans front, sans ennemi clairement défini, sans déclaration de guerre. Les Français en ont-ils conscience ?

Il est justement important de dissocier l'image de guerre et de guerre mondiale. Dans la tête des Français, qui ont beaucoup souffert au XXe siècle, pour eux, la guerre, c'est la Grande Guerre, l'affrontement d'arsenaux symétriques. Ils ont parfois des difficultés à imaginer que nous sommes en guerre car il n'y a pas de chars, pas de combats, pas

de débarquement. Mais nous sommes bien en guerre.

La guerre ne change jamais de nature : c'est l'affrontement armé d'entités porteuses de projets politiques différents et on est dans ce cas-là.

Clausewitz disait que la guerre est un caméléon ; elle s'adapte, elle change de visage. Et nous sommes engagés pour longtemps dans une guerre totale : notre adversaire, Daech, veut la destruction de nos valeurs, de notre mode de vie, de notre société. Nous n'avons pas d'autre choix que de détruire notre ennemi.

Q : Dans votre ouvrage, vous dites que les Européens ont vécu dans l'illusion de la paix.

Les Européens vivaient dans une bulle irréaliste. Elle a explosé le 13 novembre dernier. Mais il a fallu attendre ce bain de sang, qui aurait pu être évité, pour que les gouvernements commencent à prendre des mesures et pour que les Français, brutalement, se réveillent et prennent conscience que le monde dans lequel ils pensaient vivre n'existe pas.

Ce monde, c'est celui que l'Europe a su créer, l'Europe de la paix. **Ce monde a été protégé de la guerre mais ne l'a pas tuée !** Or, aujourd'hui, l'Europe est obligée de revenir dans ce monde de violence et de barbarie. Il est bon de se rappeler le mot de Staline qui disait : "Si vous ne vous occupez pas de la guerre, la guerre s'occupera de vous" ».

Q : Pourtant, il y a eu de nombreux signes précurseurs.

Depuis dix ans, les peuples européens fuient devant la vérité et sont incapables de la prendre en compte sérieusement. Il y a eu les attentats d'Atocha à Madrid en 2004, de Londres en 2005, les attentats au Danemark et puis il y a eu Mohammed Merah, Mehdi Nemmouche, etc., et chacun pense que ce ne sera jamais son tour. On verra bien si le dernier bain de sang du 13 novembre va faire comprendre aux Européens qu'ils doivent abandonner leurs égoïsmes nationaux.

Q : Vous décrivez, dans votre livre, une Europe de la défense « dans le coma ».

Il faut tuer le mythe du soldat Ryan. Il ne reviendra plus, c'est fini. Les Etats-Unis ne vont pas prendre ce problème à bras-le-corps. Désormais les problèmes de sécurité européenne doivent être pris en compte par les Européens. Nous n'avons pas le choix. Il faut repartir sur un petit noyau de pays capables politiquement d'accepter un certain nombre de pertes de souveraineté pour construire des outils militaires qui seront engagés pour leur défense.

Q : Vous estimez que la France est face à un immense chantier. Quel est-il ?

Le 13 novembre illustre l'échec de l'Etat régalien qui a été incapable d'assurer la sécurité des citoyens. Depuis bien longtemps, ***l'Etat régalien - la défense, la justice, la sécurité, la diplomatie - a disparu sous les besoins de l'Etat providence.***

On a perdu 12 000 policiers sous le mandat de Sarkozy et quelques milliers de plus depuis que François Hollande est aux affaires. Le juge Trévidic n'arrête pas de dire que les moyens anti-terroristes sont très en

dessous de ce qui serait nécessaire. Nos prisons sont dans un état épouvantable. La défense est paupérisée. **Elle est en train de se détruire progressivement par une dispersion sur une multitude de missions.** Elle se détruit comme l'armée britannique, suremployée en Afghanistan et en Irak, l'a été.

La Nation doit consentir des sacrifices, ce qui demande du courage et de la volonté de la part des autorités politiques. Et cet immense chantier ne doit pas être payé par la génération future. On ne doit pas aller chercher les finances nécessaires dans l'endettement.

Pour la défense, avant même les attentats du Bataclan, on estimait que le minimum était de 2 % du PIB, hors gendarmerie et pensions. Et je pense qu'il faut aller au-delà et viser les 3 %.

Q : Daech s'implante en Libye. Doit-on intervenir ?

L'armée française n'a strictement pas les moyens d'aller combattre en Libye. Les volumes de force qu'il faudrait déployer sont de l'ordre de 100 000 militaires au sol ! Or, lors de notre intervention au Mali, nous n'avons pu sortir que 5 000 soldats. Aucune armée au monde n'est d'ailleurs capable de réaliser une telle opération.

Q : Après les attentats, les centres de recrutement sont submergés de demandes d'engagement.

On sait que la guerre attire le soldat. Mais je crois qu'on est là bien au-delà. Il y a une générosité française. Les citoyens ont un temps d'avance sur les politiques et sont plus courageux. Ils sont solides et résilients.

Q : Faut-il rétablir le service militaire ?

Nous n'avons pas besoin des 700 000 jeunes d'une classe d'âge et d'ailleurs nous n'avons plus de caserne pour les loger ! En revanche, je trouve bonne l'idée du député Yves Fromion (Les Républicains) de créer un service civique militaire. Chaque année, on pourrait admettre ainsi dans les rangs 15 000 à 20 000 volontaires qui seraient formés pendant quatre mois et pourraient remplir pendant huit mois des missions de protection intérieure.

Interview du Général (2S) Vincent DESPORTES

réalisé par la rédaction de Dernières Nouvelles d'Alsace (DNA).